

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE  
ARRONDISSEMENT D'ISTRES

## MAIRIE DE FOS-SUR-MER

### DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE MEMBRES  
EN EXERCICE : 33

SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE MEMBRES  
PRESENTS : 30

L'an deux mille vingt-six et le trente septembre à 18 heures 30,

NOMBRE DE SUFRAGES  
EXPRIMES : 33

Le Conseil Municipal de la Commune de FOS-SUR-MER s'est réuni en  
salle du conseil municipale de l'Hôtel de ville, sous la présidence de  
Monsieur Philippe MAURIZOT, Maire,

DATE DE LA CONVOCATION :

24 septembre 2026

#### Étaient présents :

Mesdames et Messieurs Isabelle ROUBY, Jean-Marc HESSE, Nathalie  
CORSARO, Céline BAGOU, Wilfrid PIGNATEL, Jade BIAGETTI,  
Thierry PEY, Vanessa COLLIN DI ROLLO, Adjoints.

DELIBERATION N° 2026-113

OBJET :  
AVIS SUR LA DEMANDE  
D'AUTORISATION  
ENVIRONNEMENTALE  
UNIQUE DEPOSEE PAR LA  
SOCIETE MARCEGAGLIA  
POUR SON PROJET  
« MISTRAL »,  
DEVELOPPEMENT DE  
L'ACTIVITE D'ACIERIE, SITUE  
SUR LA COMMUNE DE FOS-  
SUR-MER

Mesdames et Messieurs Yves NAESSENS, Martine SAVIOLI, Robert  
DECAVATA, Evelyne CINQUANTINI, Dominique MARTINEZ,  
Françoise BONNET, Céline ORTEGA, Edwige TOUILLION, Grégory  
PERSEVALLE, Nicolas MINASSIAN, François ALIAS, Nicolas  
BERLIOUX, Océane BARROT, Jérémy STEFFENINO, Alexis  
CRISTOFARO, Nicolas FERAUD, Jean-Michel LEROY, Jean  
FAYOLLE, Marie BERTINETTI, Mariama KOULOUBALY-ABELLO,  
Nathalie HETSCH, Conseillers municipaux.

#### Procurations étaient données à :

Philippe MAURIZOT par Michel HEUZÉ,  
Nicolas FERAUD à Anne-Caroline WALTER-CIPREO,  
Nathalie HETSCH par Rémi ESNAULT.

#### Secrétaire de Séance :

Dominique MARTINEZ, conseillère municipale

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.181-10 et suivants,  
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L.422-1 et L.422-2,  
Vu l'avis préfectoral de consultation du public du 17 juillet 2026 au titre de l'article L. 180-10-1 du Code de l'Environnement concernant le projet MISTRAL porté par la société MARCEGAGLIA FOS-SUR-MER située sur les communes de Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône,  
Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la Société MARCAGAGLIA FOS-SUR-MER SAS,  
Vu le dossier de permis de construire déposé par la Société MARCAGAGLIA FOS-SUR-MER SAS.

Considérant que le groupe MARCEGAGLIA souhaite pérenniser et développer son implantation industrielle à Fos-sur-Mer à travers le projet dénommé « Mistral », qui prévoit la modernisation du site existant et la création d'une nouvelle unité de production d'acier par filière électrique.

Considérant que ce projet vise notamment à renforcer l'autonomie du groupe dans son approvisionnement en aciers plats standards et inoxydables et à développer une production reposant sur une filière électrique, présentée par le maître d'ouvrage comme moins émettrice de gaz à effet de serre que la filière traditionnelle reposant sur les hauts-fourneaux. Que selon les éléments figurant au dossier, le recours à cette filière permettrait une réduction significative des émissions de CO<sub>2</sub> par rapport au scénario de référence sans réalisation du projet. Que la note technique évalue les émissions cumulées sur cinquante ans à 169 Mt CO<sub>2</sub>eq avec le projet, contre 273 Mt CO<sub>2</sub>eq dans le scénario de référence considéré.

Considérant que le projet comprend principalement la construction d'une nouvelle unité de production d'acier associant un four à arc électrique, une coulée continue et un laminoir à chaud, ainsi que la modernisation et la création de plusieurs équipements annexes : locaux sociaux et administratifs, salles de formation et de réunion, restaurant interentreprises, installations de stockage et de traitement des matières et coproduits ainsi qu'un parking silo.

Considérant que la nouvelle unité doit permettre une production d'environ deux millions de tonnes de produits par an à partir notamment de ferrailles et de HBI (*Hot Briquetted Iron*), ainsi que de brames d'acier inoxydable.

Considérant que le projet entraînera par ailleurs une évolution importante de l'activité du site. Que les effectifs présents ou mobilisés sur le site pourraient atteindre environ 1 300 personnes à l'horizon 2029. La phase de travaux est prévue sur une durée d'environ deux ans, avec une mobilisation pouvant atteindre environ 1 000 personnes, principalement en journée.

Considérant que MARCEGAGLIA Fos-sur-Mer SAS a déposé une demande d'autorisation environnementale ainsi qu'une demande de permis de construire nécessaires à la réalisation du projet.

Considérant que le projet a été présenté dans le cadre du débat public « Fos-Berre Provence : un avenir industriel en débat », organisé par la Commission nationale du débat public du 2 avril au 13 juillet 2025, puis a fait l'objet d'une concertation continue jusqu'à l'ouverture de la consultation du public. Que celle-ci se déroule du 20 août au 20 novembre 2026 inclus, selon les modalités prévues par l'article L.181-10-1 du Code de l'environnement.

Considérant que le projet demeure soumis au régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et relève également de la directive européenne relative aux émissions industrielles (IED). Les installations projetées doivent à ce titre respecter les prescriptions réglementaires applicables et les meilleures techniques disponibles définies par les documents européens de référence.

Considérant que l'étude d'impact identifie plusieurs enjeux environnementaux, notamment en matière de biodiversité, de zones humides, de sols et d'eaux souterraines, de consommation de ressources, de rejets atmosphériques, de trafic et d'effets cumulés avec les autres projets industriels en développement sur la zone.

Considérant que le maître d'ouvrage prévoit, à ce titre, la mise en œuvre de la séquence « éviter, réduire, compenser », complétée par différentes mesures d'accompagnement et de suivi. Que des mesures compensatoires sont notamment prévues en réponse aux incidences du projet sur les zones humides et les milieux naturels.

Considérant que le dossier met également en évidence des effets cumulés avec les autres projets industriels du secteur, portant principalement sur les besoins en eau potable et en eau brute, les besoins électriques, la biodiversité, les émissions atmosphériques et de gaz à effet de serre ainsi que les infrastructures nécessaires au fonctionnement de la zone. Ces effets cumulés sont appréciés dans le dossier comme faibles à modérés.

Considérant qu'une attention particulière doit également être portée aux conditions de desserte du site. Que si le projet prévoit de privilégier les transports ferroviaires et maritimes pour une part importante des flux de matières premières et de produits finis, une augmentation du trafic routier demeure attendue. Que le dossier prévoit notamment le passage d'environ 80 à 110 poids lourds par jour et de 250 à 500 véhicules légers par jour, ainsi que la réalisation, sous maîtrise d'ouvrage du Grand Port Maritime de Marseille, d'une nouvelle voie de desserte raccordée à la RD 268.

Considérant que la Commune considère dès lors nécessaire que le développement du projet s'accompagne d'infrastructures de desserte adaptées et d'une coordination étroite avec le Grand Port Maritime de Marseille et l'ensemble des acteurs de la zone industrialo-portuaire, afin de maîtriser les conséquences de l'augmentation des flux sur les conditions de circulation et de sécurité. Qu'elle souhaite également que le recours aux modes ferroviaire et maritime soit effectivement privilégié afin de limiter autant que possible les flux routiers supplémentaires.

Considérant que s'agissant des risques technologiques, l'étude de dangers identifie plusieurs scénarios susceptibles de produire des effets thermiques, de surpression ou toxiques au-delà des limites du site.

Considérant que les limites des effets dominos concernent notamment une partie de terrains actuellement sans usage, correspondant au secteur destiné au projet NéoCarb. Qu'à la mise en service de ce dernier, un plan d'opération interne commun devra être mis en place entre MARCEGAGLIA et l'exploitant de NéoCarb.

Considérant qu'au regard du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) Fos Ouest, le projet Mistral ne génère pas d'effet domino sur les installations à l'origine du risque et n'entraîne pas la création d'une nouvelle zone d'effet supplémentaire. Que les aménagements projetés doivent respecter les prescriptions du PPRT Fos Ouest ainsi que les prescriptions formulées en matière de sécurité et de défense incendie, notamment par le SDIS 13.

Considérant que le projet s'inscrit par ailleurs dans une démarche de développement de synergies industrielles à l'échelle de la zone industrialo-portuaire, notamment avec les projets GraviHy et NéoCarb, portant sur la mutualisation des infrastructures logistiques, l'économie circulaire, la valorisation des flux industriels et la coordination environnementale.

Considérant que la Commune souhaite que le développement du projet Mistral participe à la dynamique de transformation et de décarbonation de la zone industrialo-portuaire tout en garantissant un haut niveau de maîtrise de ses incidences environnementales, sanitaires et de sécurité.

Considérant qu'elle souhaite également que MARCEGAGLIA Fos-sur-Mer SAS poursuive son dialogue avec le territoire et favorise, chaque fois que cela est possible et dans le respect des règles applicables, le recours aux entreprises et compétences locales.

Considérant qu'au regard de l'intérêt industriel et économique du projet, de sa contribution annoncée à la transformation de la filière sidérurgique, ainsi que des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi prévues par le maître d'ouvrage, **il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sous réserve :**

- du respect de l'ensemble des engagements environnementaux, mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi figurant au dossier ;
- du respect des prescriptions relatives à la prévention des risques et à la sécurité, notamment celles formulées par le SDIS 13 ;
- de la mise en œuvre des mesures nécessaires à la maîtrise des incidences cumulées du projet, notamment en matière de ressources en eau, de biodiversité, d'émissions et de trafic ;
- de la poursuite, avec le Grand Port Maritime de Marseille et les autres acteurs concernés, des mesures permettant d'adapter les infrastructures de desserte et de privilégier les transports ferroviaire et maritime afin de limiter l'accroissement du trafic routier.

Oui l'exposé des motifs rapporté par Thierry PEY,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

1. **EMET** un avis favorable sous réserve à la demande d'autorisation environnementale assortie d'une demande de permis de construire déposées par la société MARCEGAGLIA FOS-SUR-MER SAS dans le cadre de son projet de développement de son activité d'aciérie « Mistral » sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer.

**ADOPTÉE**  
**A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES**

Fait à FOS-SUR-MER, le 30 septembre 2026

**Dominique MARTINEZ**  
Secrétaire de Séance



**Philippe MAURIZOT**  
Maire de Fos-sur-Mer



La présente délibération peut faire l'objet d'une action en annulation totale ou partielle :

- soit dans les deux mois suivant sa date de publication au recueil des actes administratifs, par recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Fos-sur-Mer, Hôtel de Ville avenue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer,
- soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Leca, 13002 Marseille, 04 91 13 48 13

Le requérant peut également saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télécours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de notification de rejet du recours gracieux, ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par l'Administration saisie du recours, le requérant disposera de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Leca, 13002 Marseille.